De « guerres et statistiques » à « la genèse de la décision »

Premier bilan des journées d'études sur la statistique dans la France contemporaine

Béatrice Touchelay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/2283>

DOI : 10.4000/histoiremesure.2283

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 août 2007

Pagination : 109-121

ISBN : 978-2-7132-2130-9

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Béatrice Touchelay, « De « guerres et statistiques » à « la genèse de la décision » », *Histoire & mesure* [En ligne], XXII - 1 | 2007, mis en ligne le 03 décembre 2007, consulté le 04 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/2283> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.2283>

Notes et discussions

De « guerres et statistiques » à « la genèse de la décision » Premier bilan des journées d'études sur la statistique dans la France contemporaine

Les Français et la statistique : indifférence au mieux, rejet au pire... La tentative d'enquête industrielle de 1931 échoue car la Statistique générale de la France (SGF) ne récupère qu'un tiers des questionnaires transmis aux entreprises. Le 8 mai 1954, à l'avant-veille de la distribution des bulletins, le journaliste Robert Escarpit prend position contre le recensement démographique dans *Le Monde*. Dix ans après la Libération, l'hostilité à la statistique que trahit cette attitude ne peut plus être expliquée uniquement par le souvenir des questionnaires de l'Occupation. Pour Francis-Louis Closon, premier directeur général de l'INSEE, qui répond à Robert Escarpit, le refus « de savoir ce que l'on est, où l'on en est et où l'on va » est « la marque d'une grande faiblesse » nationale¹.

Ce constat invite à s'interroger sur l'histoire de la mesure statistique et de sa perception dans la France contemporaine. La question paraît d'autant plus nécessaire aujourd'hui que l'impartialité des données officielles est mise en cause par un nombre croissant de statisticiens² et d'institutions³. La réponse de l'INSEE aux critiques contre l'indice des prix, qui consiste

1 Centre des archives économiques et financières de la France, Savigny-Le-Temple, Fonds INSEE, H 1579, n° 262/920, 11 mai 1954, lettre de F.-L. Closon à R. Escarpit.

2 Le jeudi 26 avril 2007, le personnel de la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques du ministère de l'Emploi) se met en grève et adresse une lettre ouverte au ministre Jean-Louis Borloo pour protester contre la publication du taux de chômage. BARROUX, R., 2007.

3 Eurostat, par exemple, conteste le taux de croissance du PIB français.

à permettre à chacun de calculer son propre indicateur et qui, de ce fait, prive selon certains « le monde du travail » d'un « outil important de la négociation collective »⁴, amène également à s'interroger sur les enjeux de tels choix politiques.

Les journées d'études consacrées à l'histoire des chiffres publics et privés (données comptables, instruments de gestion, statistiques), à leurs producteurs (particuliers, professions, institutions), à leurs usages et à leurs limites visent à éclairer cette problématique. La France contemporaine constitue le terrain central, mais non exclusif, de ces travaux.

1. Guerre et statistiques

La première journée, organisée en février 2004 à l'Institut Jean-Baptiste Say de l'Université de Paris-xii, s'intéressait à l'impact des deux guerres mondiales sur le développement de la statistique dans la France du xx^e siècle. Neuf contributions sont revenues sur la brutalité et l'ampleur des ruptures provoquées par les guerres. Ces périodes exceptionnelles obligent en effet à modifier non seulement l'organisation de la collecte, mais aussi celle de l'exploitation et de l'usage des données publiques ou privées. Comme l'ont souligné les deux présidents de séance, Albert Broder et Michel Margairaz, les contributions ont montré que chacune des guerres mondiales a joué un rôle moteur dans le développement de l'appareil statistique français. Plusieurs d'entre elles incitent également à revaloriser les apports de l'entre-deux-guerres en matière de statistiques – apports souvent minimisés par la littérature, en particulier par les propos du statisticien Alfred Sauvy⁵.

Alexis Spire (« La guerre et les étrangers, les statistiques de l'immigration en France, 1917-1945 ») et Paul Schor (« Le recensement américain et le contrôle des populations suspectes en temps de guerre, 1917-1942 ») insistent sur les usages spécifiques, en particulier policiers, des statistiques pendant les guerres⁶. Ils montrent comment l'expérience de la Première Guerre mondiale, puis les changements introduits entre les deux guerres ont été mis au service de politiques discriminatoires pendant la Seconde Guerre mondiale. Paul Schor précise qu'aux États-Unis, le recensement

4 JANY-CATRICE, F., 2007. L'auteure est économiste au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CNRS).

5 Par exemple A. SAUVY, 1975.

6 Ces points sont développés dans les ouvrages et articles tirés de leurs thèses : SPIRE, A., 2005 ; SCHOR, P., 1998 ; SCHOR, P. & SPIRE, A., 2005. Il ne s'agit en aucun cas ici de proposer une bibliographie exhaustive, mais de citer certains travaux récents directement liés au thème des journées.

sert à identifier « les possibles fraudeurs à la conscription et les ressortissants allemands soupçonnés d'espionnage » dès 1917-1920, puis qu'il se « fait l'auxiliaire efficace des politiques discriminatoires envers les étrangers suspects et surtout envers les habitants d'origine japonaise » entre 1940 et 1942. L'approche comparative entre la France et les États-Unis est aussi celle de Clotilde Druelle-Korn (« La Première Guerre mondiale, le temps des grandes enquêtes économiques du département du Commerce en France et aux États-Unis »). L'article publié dans ce numéro élargit cette contribution.

Les autres communications sont centrées sur la France. Deux ont trait aux ruptures provoquées par les guerres dans les statistiques du secteur bancaire. Patrice Baubeau (« Guerres et ruptures statistiques : le cas de la Banque de France aux XIX^e-XX^e siècles ») étudie les situations hebdomadaires de la Banque de France en retenant trois conflits successifs (1870, 1914 et 1940)⁷. Les séries examinées révèlent les choix politiques adoptés pour financer la guerre (émission monétaire ou impôt) et pour en sortir ; elles permettent aussi de percevoir les « manipulations » ou les « gommages d'une réalité qui s'avérerait dérangeante ». Ces séries témoignent également de la fragilité de la confiance en la monnaie. Leur examen met en évidence « l'impact désastreux de la défaite de 1940 et du sacrifice du franc imposé par le vainqueur ». Patrice Baubeau insiste sur l'importance des effets des conflits successifs sur la situation hebdomadaire de la Banque de France : la situation de guerre rompt la continuité territoriale du point de vue de la circulation monétaire et fiduciaire et elle interrompt la collecte de données et la publication de la statistique hebdomadaire pour une durée plus ou moins longue. De plus, en suspendant de façon plus ou moins durable la souveraineté monétaire de l'État français et la convertibilité or du billet (en 1870 et en 1914), la guerre bouleverse les espaces de référence et modifie la pertinence des informations collectées. Pour Patrice Baubeau, toutefois, le changement introduit par l'Occupation est de loin le plus important, car il s'accompagne d'une « véritable politique de pillage monétaire » mise en place par l'occupant, et qui « contraint l'État français à un combat permanent pour tenter de préserver sa souveraineté monétaire ». Le perfectionnement des pratiques de désinformation et de manipulation introduites pour atténuer ces contraintes constitue un héritage valorisé à la Libération. La contribution de Michel Margairaz sur « Les statistiques des banques sous Vichy », elle, illustre, cartes à l'appui, la stratégie des banques face aux contraintes de l'Occupation en montrant que l'implantation des agences permet de s'adapter efficacement à la partition du territoire.

7 Cf. P. BAUBEAU, 2004.

Deux autres contributions s'intéressent aux effets des guerres mondiales sur le développement des statistiques des secteurs du bâtiment et travaux publics (BTP) et des mines. Arnaud Berthonnet présente l'évolution des statistiques du Comité d'organisation (Co) du btp (« Le COBTP (1940-1946) : recenser la plus grande entreprise de France ? »). Abordant un secteur de petites entreprises traditionnellement rétives à toute intervention extérieure, il montre que le Co est parvenu à convaincre une grande partie d'entre elles de l'intérêt de l'organisation professionnelle et de la statistique pendant l'Occupation, et que cette conviction est restée forte après la Libération. La statistique dans une certaine mesure a permis de réorganiser la profession et contribué à l'élimination des « entreprises champignons » apparues pendant le conflit. Jean-Louis Escudier aborde un secteur beaucoup plus homogène et structuré, celui des mines. Il étudie l'impact des deux guerres mondiales sur le traitement de l'information statistique (« La statistique de l'industrie minière (SIM) et les deux guerres mondiales »). Pendant les deux conflits, l'industrie charbonnière est « au centre des préoccupations nationales ». Sa connaissance et sa maîtrise sont essentielles pour soutenir l'effort de guerre et organiser la répartition. Les bouleversements provoqués par les guerres (occupation du principal bassin de production, exploitation de nouveaux gisements, contrôle des prix, contingentement, etc.) obligent à adapter les enquêtes et la diffusion des données. Cette adaptation est différente d'une guerre à l'autre : la publication de la SIM est interrompue durant la Première Guerre, alors qu'elle se développe, en pleine période de pénurie de papier, entre 1942 et 1944. Jean-Louis Escudier cherche les « motivations profondes » de la « politique du silence adoptée entre 1914 et 1918 » et de celles du secrétariat général à la Production industrielle, qui choisit de « faire de la SIM un support très détaillé du fonctionnement de l'industrie minière et des mesures sociales la concernant » à partir de 1942. Selon lui, cette différence ne s'explique ni par la crainte de livrer des informations aux ennemis ou aux occupants, ni par celle de démoraliser les cadres d'une industrie stratégique, ni par le manque de moyens pour effectuer des relevés. Elle résulte des finalités politiques distinctes attribuées à la production et à la diffusion des statistiques au cours des deux périodes. Outil d'information entre 1914 et 1918, la SIM est suspendue faute de moyens et pour des raisons militaires ; outil de collaboration, elle est au contraire développée à partir de 1942. L'examen des deux guerres mondiales permet ainsi de souligner et d'expliquer les ruptures dans le traitement statistique et de mettre en valeur les enjeux de leur production.

Les dernières contributions s'intéressent aux effets des deux guerres mondiales. Yann Harlaut souligne le caractère inédit des tentatives entreprises après la Grande Guerre pour chiffrer les pertes (« Quantifier l'inesi-

mable : les dommages de guerre des biens culturels détruits ou endommagés durant la Première Guerre mondiale, d'après les travaux de Michel Edmont et d'Arsène Alexandre »). Il cherche à savoir comment la destruction d'œuvres artistiques « inestimables » a été perçue, en confrontant deux ouvrages publiés chez le même éditeur – le premier à la suite d'une enquête commandée par Albert Dalimier (1875-1936), alors sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts⁸. Les deux ouvrages soulignent le caractère particulier des biens culturels détruits ou endommagés par la guerre ; ils affirment que l'Allemagne doit fournir des compensations et cherchent à en cerner les contours. Mais les auteurs utilisent des méthodes distinctes pour évaluer les dommages et recommandent des compensations différentes. En effet, le premier, critique d'art, se centre sur des aspects qualitatifs, au contraire du second, statisticien. Régis Boulat, lui, s'intéresse aux conséquences de l'économie dirigée introduite pendant l'Occupation sur le développement des outils statistiques (« André Vincent et l'apparition de la notion de productivité en France (1941-1944) »). Il fait ressortir le rôle pionnier d'André Vincent, attaché à l'Institut de conjoncture fondé et dirigé par Alfred Sauvy, dans les travaux sur la productivité. Cette contribution souligne que ces « recherches pionnières » se développent en dehors des nouveaux « appareils statistiques lourds, tant au ministère de la Production industrielle qu'au Service national des statistiques (SNS) ». Comme le montre la thèse de doctorat soutenue par Régis Boulat en 2006, les travaux sur la productivité se prolongent largement après la Libération⁹.

2. La statistique officielle française d'une guerre à l'autre

Ces contributions laissent de nombreux points dans l'ombre. On peut ainsi évoquer les relations entre les civils et les militaires, qui collaborent plus ou moins ouvertement à la mise en place des structures de recueil et d'exploitation des données quantifiées. Ce point paraît pourtant essentiel pour comprendre comment, à partir d'août 1914 et jusqu'à la fin de 1918, l'économie a pu se consacrer presque exclusivement à l'effort de guerre et comment s'est effectué le retour à la paix. Le rôle de militaires dans la création du Service de la démographie, puis du SNS pendant l'Occupation, puis dans la défense de l'INSEE après la Libération mériterait aussi des études complémentaires.

Que retenir, en tout cas, de cette première journée d'études ? L'augmentation des besoins et de la production de chiffres suscitée par la Grande

8 ALEXANDRE, A., 1918 ; EDMONT, M., 1932.

9 BOULAT, R., 2006a et b.

Guerre ne conduit pas en France à la mise en place d'un service central de statistiques doté d'une solide structure de collecte des données. Avant, pendant et après la guerre, la répartition de l'outillage et du matériel sur le territoire reste méconnue. L'efficacité du réseau patronal constitué auprès du Comité des forges pour satisfaire les besoins d'informations et établir des liaisons étroites entre le secteur public et le secteur privé ne survit pas à la guerre. La Confédération générale de la production française (CGPF), créée sous l'impulsion d'Étienne Clémentel en 1919 et fortement soutenue par l'Union des industries métallurgiques et minières¹⁰, n'encourage pas davantage la diffusion des informations que les chambres de commerce les plus traditionnelles. Aucune loi nouvelle n'empêche le patronat de se replier sur le fameux secret des affaires. Si ses propres moyens d'information se développent (*Le bulletin quotidien* en est un exemple), ils ne sortent pas d'un cercle d'initiés. Les positions patronales exprimées au Conseil national économique¹¹ témoignent des tensions entre un besoin explicite d'informations quantifiées et une vive réticence à fournir des données. Au bout du compte, les enquêtes sectorielles organisées par le Conseil restent facultatives et ne couvrent pas les secteurs les plus réticents.

La SGF, elle, n'est pas sollicitée¹². Son *Bulletin* mensuel compte 300 abonnés en 1923 et 1 300 en 1934. Elle ne compte que 54 titulaires en 1919 (dont 17 statisticiens), 65 après l'intégration de l'ancien Office de statistiques du Reich de Strasbourg en 1925. Elle reçoit des moyens complémentaires à partir de 1936 et de son rattachement au ministère de l'Économie nationale : elle compte 131 titulaires (dont 12 statisticiens) en 1937. L'absence de législation relative à la statistique commence à être comblée avec le décret de 1938 qui oblige à répondre à ses questionnaires. Il permet à la SGF d'organiser une enquête industrielle en s'adressant aux syndicats professionnels, qui retournent les premiers questionnaires juste avant la guerre. Elle reste cependant un établissement artisanal.

Les fondations d'un puissant appareil de statistiques sont en fait établies à partir de l'armistice, lorsque le contrôleur général de l'armée René Carmille propose d'organiser un Service de la démographie. Celui-ci est créé par la loi du 14 novembre 1940. Il est chargé de toutes les opérations statistiques intéressant la population de la France, notamment du recensement et de la statistique de la main-d'oeuvre. Il dispose de 1 000 postes budgétaires,

10 FRABOULET, D., à paraître.

11 CHATRIOT, A., 2002.

12 Sur l'histoire du service central de statistiques, je me permets de renvoyer à B TOUCHÉLAY, 1993, 1994, 2000a et b.

répartis dans des ateliers implantés dans les grandes villes, et d'un matériel moderne (à base de mécanographie) permettant d'exploiter systématiquement des données administratives.

En se donnant les moyens d'enregistrer et de codifier de multiples informations individuelles, le Service répond à la boulimie d'informations du nouveau régime. La statistique est obligatoire. L'organisation de la répartition comme la volonté d'encadrement (et d'exclusion) des personnes conduisent à multiplier les enquêtes et les services spécialisés. Le Service créé par René Carmille pallie la suppression des bureaux de recrutement par la convention d'armistice. En cherchant à sauvegarder leurs informations, puis à les utiliser pour établir un fichier de mobilisation tenu à jour, René Carmille et ses proches collaborateurs poursuivent des objectifs clandestins. Parallèlement et de façon officielle, le numéro individuel « d'immatriculation » ou d'identification (futur numéro de Sécurité sociale), l'exploitation des informations provenant des multiples bulletins transmis par les préfectures (à l'occasion de la distribution des cartes d'identités par exemple) ou par les mairies (comme le formulaire de déclaration de changement de domicile, qui est rendu obligatoire) permettent d'actualiser les données disponibles. À partir du printemps 1941, chaque direction régionale établit un répertoire de la population de son ressort, fondé sur le relevé des registres de l'état-civil effectué par des greffiers. Ces répertoires constituent la base des fichiers démographiques du Service.

La SGF ne résiste pas à cette concurrence. La loi du 11 octobre 1941 crée le Service national des statistiques (SNS), qui réunit la tradition de l'expertise et de la statistique administrative. Il doit « établir, rassembler et mettre à jour les statistiques relatives aux personnes et aux biens, les présenter au gouvernement et les mettre à la disposition du public ». Il est aussi chargé de coordonner l'action statistique des administrations, qui sont tenues de se conformer à ses directives techniques pour répondre à ses demandes de données. Les effectifs du SNS sont composés en grande majorité de vacataires ; ils passent de 4 326 en 1941 à un peu plus de 8 000 en 1944. Conformément aux souhaits de son directeur général René Carmille, le SNS est un « greffier intelligent ». Il se dote d'une école d'application pour former ses spécialistes et d'un service des sondages, confié à Jean Stoetzel à partir de mars 1942. Son développement est interrompu par l'arrestation de René Carmille par les Allemands à la direction générale de Lyon, le 2 février 1944. Déporté, il meurt à Dachau le 25 janvier 1945.

La désorganisation du SNS est accentuée par la libération du territoire. Ses fichiers, la présence des anciens militaires recrutés par René Carmille, la lourdeur de l'équipement mécanographique et le coût du personnel sont

critiqués. Pour les anciens de la SGF, le SNS n'était qu'une organisation provisoire conçue pour la durée de la guerre. Pour les anciens collaborateurs de René Carmille, mais aussi pour les partisans d'un renforcement de la statistique publique, au contraire, son héritage doit être conservé afin d'équiper « le pays d'un puissant appareil statistique et d'études destiné à éclairer l'action et à l'asseoir sur des bases scientifiques »¹³. Cette position l'emporte avec la création de l'INSEE par deux articles de la loi de finances du 27 avril 1946.

Ainsi, contrairement à la Première Guerre mondiale, l'Occupation accélère le développement de la statistique publique française. Elle conduit à une organisation originale dirigée par des ingénieurs à la double casquette d'experts et de techniciens.

3. La genèse de la décision.

Chiffres publics, chiffres privés dans la France du xx^e siècle

Les recherches sur l'histoire de la statistique gagnent à prendre en compte l'ensemble des chiffres (comptabilités, instruments de gestion) nécessaires à la prise de décisions des acteurs de la vie économique et sociale. Deux journées d'études organisées avec Philippe Verheyde se sont centrées sur cette problématique, sous un titre d'ensemble : « La genèse de la décision. Chiffres publics, chiffres privés dans la France du xx^e siècle ».

La première, en avril 2006, s'attache plus particulièrement à la place et au rôle de l'État dans la production des instruments de la décision¹⁴. Elle cherche également à souligner les enjeux de la collecte et du contrôle des chiffres privés par l'État. Une série de contributions porte sur la demande de statistiques dans la France de l'entre-deux-guerres : celles de Nicolas Delalande (« Statistiques fiscales, inégalités sociales et espace public (1901-1940) »), d'Alain Chatriot (« Organiser des services de documentation économique permanente. Débats et projets autour des statistiques au Conseil national économique au cours des années 1930 ») et de Clotilde Druelle-Korn (« L'inventaire Clémentel : système fiscal et comptabilité publique »)¹⁵. Une deuxième série de contributions examine les usages des statistiques à deux périodes du xx^e siècle, avec Frédéric Tristram (« L'impôt et le financement des entreprises de 1945 à la fin des années 1970 : un essai

13 CLOSON, F.-L., 1971.

14 Sur les liens entre la croissance du poids de l'État (*i.e.* du système fiscal) et des chiffres privés (*i.e.* de la comptabilité, par exemple), je me permets de renvoyer à B. TOUCHELAY, 2005, 2007a et b, et à paraître.

15 Cf. DRUELLE-KORN, C., 2004.

de quantification »)¹⁶ et Laurent Warlouzet (« Des chiffres pour l'Europe : le projet planificateur européen de la France (1957-1964) »). Les dernières contributions étudient l'évolution et les limites des instruments comptables : celles de Carole Grillet (« Droit comptable, droit fiscal : comparaison de deux droits réglementant les chiffres de l'entreprise ») et Nicolas Praquin (« Chiffres comptables et normalisation internationale »).

Sans épuiser le sujet, cette journée confirme l'idée que les chiffres jouent un rôle moteur tant dans la mise en place d'un État moderne que dans l'évolution des formes de gestion privée des entreprises. Elle fait apparaître le rôle central de certains acteurs qui, encourageant l'harmonisation comptable ou le développement des statistiques, facilitent les relations, sur le plan fiscal mais aussi en matière de négociations collectives, entre le public et le privé¹⁷. L'existence de tels « passeurs », qui favorisent le « dialogue » en permettant à chacun de disposer de repères collectifs, incite à s'intéresser à l'aspect méso- et micro-économique de la question.

La deuxième journée d'études, organisée en février 2007, s'attache précisément aux chiffres privés établis par les acteurs de la vie économique. Elle vise à développer la réflexion sur la manière dont ces repères sont élaborés, sur leurs finalités, sur leur diffusion et sur leurs usages, ainsi que sur leur réception éventuelle par les tiers. L'examen critique des chiffres privés et de leurs enjeux est son axe privilégié.

Cette journée regroupe davantage de praticiens du chiffre. La contribution de René Padiou (CERC, INSEE, animateur des « Cafés de la statistique ») éclaire les principes et les pratiques de la quantification à partir de son expérience professionnelle (« Demande et usage de chiffres : pilotage et contrôle ? »). Une contribution réunit un économiste et un sociologue qui s'interrogent également sur leurs pratiques : Olivier Martin (Université de Paris-v) et Nicolas Meunier (Crédit agricole) : « Qu'est-ce qui fait la légitimité et la crédibilité d'un indicateur statistique ? ». Les professionnels de la comptabilité et l'une de leurs pratiques sont pris en compte par Didier Bensadon, qui présente « la mission de productivité des experts-comptables (1951) et l'introduction de la consolidation des comptes en France ».

La perspective historique et les transformations de l'usage du chiffre pour la décision sont abordées par une nouvelle contribution de Patrice

16 Cf. F. TRISTRAM, 2005.

17 Un exemple parmi ces « passeurs » : Jacques CHEZLEPRÊTRE, directeur aux Contributions directes avant l'Occupation, qui joue alors un rôle moteur dans la mise en place du premier Plan comptable général français et de l'Ordre des experts comptables et des comptables agréés en 1942, puis qui est épuré à la Libération.

Baubeau, consacrée à l'expertise du Crédit national pendant vingt ans (« Du plan de financement à « l'enquête des Cinquante » »). La journée s'achève avec trois approches sectorielles, celles de Jean-Christophe Fichou (« De l'impossibilité de chiffrer correctement : les statistiques de la pêche »), de Florent Le Bot (« Le patronat français du cuir, une conversion à la collecte statistique ») et d'Éric Godeau (« Les chiffres du tabac en France dans le second vingtième siècle »). Une troisième journée, consacrée aux chiffres des entreprises, va être organisée en 2008.

*

Cette démarche participe à un regain d'intérêt pour la thématique du chiffre et de son usage. Parmi bien d'autres projets, le programme de recherches financé par l'Agence nationale de la recherche qui réunit des historiens¹⁸ et des spécialistes de la comptabilité et de la gestion (sous la direction d'Henri Bouquin, de l'Université de Paris-Dauphine) autour de la question du « Management : Pratiques privées, enjeux publics. Une mise en perspective historique » (2007-2009) en témoigne. Les sujets retenus par les colloques annuels de l'Association française des historiens économistes en 2006 et en 2007 concernent également la quantification et l'utilisation d'indicateurs par les acteurs économiques¹⁹.

Ces démarches prolongent celles des comptables et des gestionnaires, qui organisent depuis longtemps des rencontres (journées, colloques et congrès) sur le thème de l'histoire de la comptabilité et de la gestion²⁰. Leurs

18 Parmi les quatre équipes du projet, on compte une équipe d'historiens chargés d'établir un tableau d'ensemble de l'évolution des pratiques de management dans la France du long ^{xx} siècle (équipe de l'Institut J.-B. Say-Paris-xii, sous la direction de Béatrice Touchelay) et une autre qui s'intéresse à l'histoire des pratiques du Crédit lyonnais (équipe de l'Université de Paris-Dauphine, sous la direction de Nicolas Praquin).

19 <http://afhe.ehess.fr>

20 Sur le développement de l'approche historique chez les spécialistes de la comptabilité et de la gestion, voir P. FRIDENSON, 1993, ainsi que les journées « histoire et gestion » organisées chaque année par l'IEA-Université de Toulouse-I ; les colloques annuels sur l'histoire de la gestion et du management (Archives du monde du travail à Roubaix en 2007, Université d'Orléans en 2008) ; des congrès internationaux sur l'histoire de la comptabilité et du management (Nantes en 2006, Istanbul en 2008) ; la collection « Histoire, gestion, organisations » publiée par les Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, l'IAE et l'Université de Toulouse-I (13 volumes publiés depuis 1993) ; voir également, depuis 2005, des publications partielles d'actes dans les revues *Entreprises et Histoire*, *Gérer et comprendre*, et *Annales des Mines*. L'un des pionniers de cette approche est Yannick Lemarchand, depuis sa thèse (LEMARCHAND, Y., 1993). On peut citer également la thèse de H. ZIMNOVITCH, 1997, ainsi que l'action de l'Institut d'histoire de l'aluminium pour favoriser les travaux qui croisent histoire et gestion.

expériences et leurs travaux devraient permettre d'approfondir l'histoire des instruments comptables. La publication récente d'un ouvrage collectif pluridisciplinaire qui réunit des spécialistes autour de l'histoire des chiffres est une autre illustration du succès de cette problématique²¹.

Les journées d'études organisées avec Philippe Verheyde visent à consolider les passerelles établies entre les disciplines. L'association, au sein de leur comité scientifique, de spécialistes de l'histoire de la comptabilité et de la gestion (Didier Bensadon et Nicolas Praquin) et d'historiens de l'économie (Albert Broder, Danièle Fraboulet, Michel Margairaz) doit favoriser cette initiative. La prochaine journée d'études sur Genèse de la décision se déroulera à l'Université de Paris-Dauphine, le 8 février et portera sur *Chiffres et entreprises : contrôle, financement et stratégie (XIX^e-XX^e siècles)*. L'organisation d'un colloque en 2009 doit permettre d'aboutir à quelques conclusions sur les principes et les pratiques de l'usage des chiffres pour la décision. Le chantier est en cours...

Béatrice Touchelay

Institut Jean-Baptiste Say,
Université de Paris-XII-Val-de-Marne²²

Bibliographie

- ALEXANDRE, Arsène, *Les monuments français détruits par l'Allemagne, enquête entreprise par ordre de M. Albert Dalimier*, Paris, Berger-Levrault, 1918.
- BARROUX, Rémi, « Le taux de chômage ramené à 8,3 % fin mars est peu mis en avant par le gouvernement », *Le Monde*, 28 avril 2007.
- BAUBEAU, Patrice, *Les « cathédrales de papier » ou la foi dans le crédit. Naissance et subversion du système de l'escompte en France, fin XVIII^e-premier XX^e siècle*, thèse de doctorat en histoire, Michel Lescure (dir.), Université de Paris-X, 2004.
- BOULAT, Régis, « La productivité et sa mesure en France (1944-1955) », *Histoire & Mesure*, XXI-1, 2006 (a), pp. 79-110.
- , Jean Fourastié, *la productivité et la modernisation de la France des années trente aux années cinquante*, thèse de doctorat en histoire, Jean-Claude Daumas (dir.), Université de Franche Comté, 2006 (b).
- CHATRIOT, Alain, *La démocratie sociale à la française : l'expérience du Conseil national économique (1924-1940)*, Paris, La Découverte, 2002.
- CLOSON, Francis-Louis, « Les difficultés d'un commencement », *Économie et Statisti-*

21 COQUERY, N., MENANT, F. & WEBER, F. (dir.), 2006.

22 61 avenue du général de Gaulle, 94 010 – Créteil Cedex. E-mail : beatrice.touchelay@wanadoo.fr

- que, supplément pour le 25^e anniversaire de l'INSEE, n° 24, juin 1971, pp. I-IV.
- COQUERY, Natacha, MENANT, François & WEBER, Florence (dir.), *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, Paris, éditions Rue d'Ulm, 2006.
- DRUELLE-KORN, Clotilde, *Un laboratoire réformateur, le Département du Commerce en France et aux États-Unis de la Grande guerre aux années Vingt*, thèse de doctorat en histoire, Serge Berstein (dir.), Institut d'Études Politiques de Paris, 2004.
- EDMONT, Michel, *Les dommages de guerre de la France et leurs réparations*, Paris, Berger-Levrault, 1932.
- FRABOULET, Danièle, *Les organisations patronales de la métallurgie : acteurs, stratégies et pratiques durant le premier xx^e siècle*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, à paraître.
- FRIDENSON, Patrick, « Quand la gestion entre dans l'histoire », *Revue française de gestion*, n° 96, novembre-décembre 1993, pp. 69-77.
- JANY-CATRICE, Florence, « L'acte de naissance du chacun pour soi. Le monde du travail vient de perdre un outil important de la négociation collective : l'indice des prix », *Le Monde*, 6 mars 2007.
- LEMARCHAND, Yannick, *Du dépérissement à l'amortissement. Enquête sur l'histoire d'un concept et de sa traduction comptable*, Nantes, Ouest édition, 1993.
- SAUVY, Alfred, « Statistique Générale et Service National de Statistique de 1919 à 1944 », *Journal de la société de statistiques de Paris*, n° 2, 1^{er} trimestre 1975, pp. 34-43.
- SCHOR, Paul, « Compter et classer par race : Hawaï, les Îles Vierges et le recensement américain, 1900-1940 », *Histoire & Mesure*, XIII-1/2, 1998, pp. 113-134.
- SCHOR, Paul & SPIRE, Alexis, « Les statistiques de la population comme construction de la nation. La mesure des origines nationales dans les recensements français et américains (1850-1920) », in Riva Kastoryano (dir.), *Les codes de la différence : race-origine-religion, France, Allemagne, États-Unis*, Paris, Presses de la FNSP, 2005.
- SPIRE, Alexis, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2005.
- TOUCHELAY, Béatrice, *L'INSEE des origines à 1961 : évolution et relation avec la réalité économique, politique et sociale*, thèse de doctorat en histoire, Albert Broder (dir.), Université de Paris-XII-Val-de-Marne, 1993.
- , « Le pari de la création de l'INSEE en avril 1946. Concilier deux traditions distinctes », *Études et documents du CHEFF*, VI, 1994, pp. 405-428.
- , « L'INSEE, histoire d'une institution », in Jean-Pierre BEAUD & Jean-Guy PRÉVOST (dir.), *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales*, Québec, Presses de l'Université du Québec à Montréal, 2000 (a).
- , « Le CNPF et l'INSEE de 1946 à 1961 : l'histoire d'une alliance modernisatrice », *Le Mouvement Social*, n° 191, 2000 (b), pp. 25-48.
- , « Les professionnels de la comptabilité vus par les administrations fiscales françaises des années 1920 aux années 1960 : experts, faussaires ou charlatans ? », *Entreprises et Histoire*, n° 39, 2005, pp. 59-76.
- , « La diffusion et l'application des normes comptables standardisées en France des années 1920 aux années 1960, l'utopie de la transparence ? », in Gérard BÉAUR, Hubert BONIN & Claire LEMERCIER (éd.), *Fraude, contrefaçon et contrebande de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2007 (a), pp. 385-409.

- , « La comptabilité et l'expertise à l'origine d'un empire industriel : Marcel Boussac et la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre 1916-1928 », Communication aux journées d'histoire de la comptabilité et du management, Roubaix, mars 2007 (b), actes diffusés en ligne : <http://odlv.free.fr/jhcm/papiers/touchelay.pdf>
 - , « La diffusion des normes comptables homogènes et le développement de la statistique publique française : un parallélisme révélateur », *Courrier des statistiques*, à paraître en 2007.
- TRISTRAM, Frédéric, *Une fiscalité pour la croissance : la Direction générale des impôts et la politique fiscale en France de 1948 à la fin des années 1960*, Paris, CHEFF, 2005.
- ZIMNOVITCH, Henri, *Les calculs du prix de revient dans la seconde industrialisation en France*, thèse de doctorat de sciences de gestion, Jean-Louis Malo (dir.), IAE de Poitiers, 1997.